

**Le non-alignement véritable**

Nous sommes tous confrontés aux réalités politiques et économiques qui découlent de l'interdépendance et de l'incidence de cette dernière sur l'autodétermination. Nous sommes tous voisins et ce, stratégiquement. Il y a vingt ans, la stratégie Est-Ouest était centrée principalement sur l'Europe. Aujourd'hui, le risque d'affrontement entre les superpuissances dans les régions que l'on considérait normalement comme faisant partie du tiers monde s'est également accru. La turbulence et la fragilité que le sous-développement et les tensions locales font régner dans ces régions risquent donc de s'aggraver. Pour certains contemporains d'Hammaraskjöld, le non-alignement devait permettre aux pays en voie de développement de se concentrer sur la résolution de leurs problèmes sans qu'ils aient à craindre l'ingérence de pays plus puissants désireux de s'approprier leur patrimoine national. À mon avis, le non-alignement véritable est non seulement en harmonie avec l'interdépendance, mais l'interdépendance le rend davantage nécessaire.

Est-il possible qu'au cours des vingt dernières années la nature des tensions entre l'Est et l'Ouest se soit modifiée du fait que l'Union soviétique est aujourd'hui une superpuissance militaire qui s'est donnée la capacité d'intervenir loin de ses frontières ? Cette capacité peut représenter une menace à la paix mondiale ainsi qu'au non-alignement des pays tant qu'elle sera l'instrument — en Afghanistan de même qu'au Kampuchea — d'une "realpolitik" cynique. Si les intérêts stratégiques des grandes puissances sont maintenant vraiment liés aux événements qui se produisent dans le tiers monde, il nous faut alors reconnaître l'impératif de la modération pour tous et chacun.

**L'ONU doit être davantage en prise directe...**

Tous ces facteurs exigent que l'Organisation des Nations Unies soit aujourd'hui non pas moins, mais davantage en prise directe sur la réalité internationale. Au fur et à mesure que les problèmes deviennent de plus en plus complexes et urgents, nous avons de plus en plus besoin d'instruments sophistiqués, polyvalents et adaptés pour résoudre les problèmes qui se poseront d'ici à la fin du siècle et au-delà, que ce soit l'écologie et l'utilisation des terres, de l'espace et des mers, la sécurité des peuples ou leurs attentes croissantes dans un monde davantage concentré par la technologie.

Ainsi, en 1961, la plupart des pays tiraient réconfort des progrès réalisés dans la négociation d'un traité d'interdiction des essais nucléaires. Il semblait alors que la fin de la course aux armements approchait. L'illusion fut brève. Aujourd'hui, les risques de guerre nucléaire sont encore plus grands, ce qui représente, sans contredit, l'une des réalités les plus troublantes de la vie internationale, voire de notre interdépendance. La prolifération nucléaire menace sur deux axes : l'extension horizontale des armes nucléaires aux États auparavant non nucléarisés, et la prolifération verticale alors que les superpuissances ajoutent toujours à leurs arsenaux. Au nom de la raison, reconnaissons ce péril et résistons-y.

Nous devons permettre aux institutions de l'ONU d'être non pas moins, mais davantage productives, et nous devons encourager tous les pays à participer activement à la recherche de solutions au sein de ces institutions. Ce faisant, nous ferons la preuve que nous voulons qu'elles soient utiles à l'ensemble de la collectivité mondiale, et adaptées à notre monde contemporain. Nombre des observations qui suivent portent sur les perspectives de développement de pays qui étaient des colonies il y a vingt ans.